



Stéphane Rozès Consultant et président de Cap (Conseils, analyses et perspectives)

Interview recueillie par Jean-Louis Lemarchand

« Sans création de valeur, la transition énergétique ne se fera pas »

Repoussé après les échéances électorales (municipales et européennes) du printemps, le débat au Parlement de la loi sur la transition énergétique constitue une échéance capitale du quinquennat de François Hollande. Quel sera le programme de développement des énergies non renouvelables ? Comment la France va-t-elle alléger l'influence du nucléaire ? Consultant travaillant depuis deux décennies dans le secteur énergétique (grands groupes industriels, mouvements écologistes, collectivités), Stéphane Rozès est intervenu en tant qu'expert du comportement des Français pour le grand débat sur la transition énergétique. Il invite élus et autorités de l'État à éviter tout dogmatisme et vante les mérites d'une approche pragmatique, basée sur les initiatives de terrain.

La Revue de l'Énergie : *La transition énergétique a été présentée par François Hollande comme l'un des grands chantiers de 2014. Peut-elle faire l'objet d'un consensus national dépassant les clivages politiques, idéologiques, économiques ?*

Stéphane Rozès : Depuis l'émergence de la crise climatique, le paradigme environnemental a radicalement changé. À tort ou à raison, les Français pensent que les ressources de la planète sont limitées d'un point de vue énergétique et climatique. En France comme dans les pays développés, la croyance dans cette menace pour la planète et l'avenir de la civilisation est, selon moi, la conséquence d'une défiance vis-à-vis de l'idée que demain pourrait

être meilleur en termes de progrès économique et social. Au travers de la question environnementale, cette croyance permettrait la justification, au nom d'un futur qui se dérobe, de reposer ici et maintenant la question d'un autre type de développement. Mais les individus se débattent dans une tension entre le vécu de cette contrainte environnementale de long terme et la contrainte économique de court terme qui demeure : l'emploi, l'attractivité du pays, la compétitivité... Cette tension fait que, sur le souhaitable, ils sont environnementalistes en aspirant à un nouveau paradigme : travailler utile, pour consommer mieux et rechercher le commun avec les autres, ce qui fait bouger leurs conceptions du bonheur et de

la réussite. Mais, sur le possible, ils demeurent productivistes.

RdE : *Le grand débat sur la transition énergétique qui s'est déroulé l'année passée a-t-il permis d'atténuer cette tension ?*

SR : La notion de transition énergétique est peu appropriée par le grand public, mais la résolution de cette tension réside bien dans le terme transition. Les questions étant complexes, le débat national a été découpé en tranches, en thématiques techniques, ce qui a rigidifié souvent jusqu'à la caricature les oppositions entre associations environnementales et entreprises. Mieux aurait valu partir de la vision générale sur le souhaitable pour notre pays dans les décennies qui viennent, puis d'aller au réel de la situation actuelle pour ensuite travailler sur des leviers. C'est ainsi que l'on doit procéder pour activer notre imaginaire et converger. Se projeter de sorte d'encadrer les diversités de situations, d'intérêts et représentations idéologiques. Les débats en région menés auprès du grand public ont d'ailleurs permis de faire converger les points de vue et de dessiner les conditions de changements comportementaux alors que la méthode nationale a plutôt figé les choses. D'ailleurs, dans la réalité des territoires, la transition énergétique avance et la France est bien placée en la matière. Entreprises, collectivités territoriales, associations avec le rôle central de l'Ademe, agence étatique ancrée dans les territoires, mettent en place au quotidien des modèles d'innovation techniques et économiques qui tracent le chemin de la transition énergétique. La transition énergétique, c'est de l'innovation technique appropriée par les individus et acteurs économiques créateurs de valeur.

« Les Français pensent que les ressources de la planète sont limitées d'un point de vue énergétique et climatique »

« La transition énergétique avance et la France est bien placée en la matière »

RdE : *Au niveau national, les choses convergent moins qu'au plan local : question de méthode essentiellement ?*

SR : Oui et qui sont liées à notre imaginaire, nos représentations qui encadrent nos comportements. Ainsi, au niveau national, on est parti pour des raisons de prévalence du politique de la place du nucléaire dans le mix énergétique. Mais il provient également de la méthode adoptée qui n'a pas été la bonne : on a fixé un objectif au point de vue politique – aller vers l'efficacité énergétique et la sobriété – et on a découpé les sujets en

rondelles¹. Les responsables gouvernementaux ont cru pouvoir simplifier les débats en les découpant en tranches selon les sujets techniques. J'aime bien cette phrase de Piaget : « *Découper un arbre en rondelles puis entreposer ces dernières les unes sur les autres, ce n'est plus un arbre* ». Pour que l'arbre s'élève, il faut libérer une énergie qui va, en partant des racines, regarder le ciel. En un mot, les questions techniques sont des moyens et non des fins... Or notre pays, du fait de son imaginaire qui n'est pas anglo-saxon, se met en mouvement quand il voit des finalités. Le débat a été « coupé en rondelles » et a porté sur

1. Le débat national qui s'est déroulé au printemps 2013 s'est organisé autour d'un comité de pilotage, d'un secrétariat général, d'un conseil national, d'un groupe d'experts, de sept groupes de travail thématiques, d'un groupe de contacts rassemblant les entreprises et d'un comité citoyen. Dans le même temps, des débats se sont tenus dans les territoires, au niveau local, mobilisant les citoyens jusque dans les plus petites communes.

les entreprises suivent, voire anticipent, les collectivités territoriales et l'Ademe encadrent et impulsent des solutions communes portant sur des objets très précis.

RdE : *Comment peut-on sortir de cet affrontement entre les conceptions idéologiques exprimées au niveau national et le sens de la réalité affichée localement pour parvenir à s'engager dans un véritable projet de transition énergétique ?*

SR : Il faut trouver un meilleur équilibre entre innovations locales, réglementations et impulsion nationale. De ce point de vue, l'Ademe est à la confluence des logiques nationales et locales, des innovations et de l'accompagnement des politiques étatiques, du lancement des expérimentations et de la diffusion de l'information... Les expériences qui marchent démontrent bien que l'on assiste à des modifications de comportements, et pas seulement des innovations, ou de la pensée économique. Si des parties prenantes diverses se retrouvent sur des objectifs, c'est qu'ils ont des problèmes concrets à régler. Les entreprises veulent créer de la valeur, les collectivités territoriales être attractives, préserver la qualité de vie de leurs territoires, avoir des comportements vertueux, les résidents sont non seulement des consommateurs qui veulent économiser de l'énergie, mais aussi des citoyens qui ont un souci de préserver leurs territoires. Là peuvent se dégager des initiatives vertueuses sur des expériences concrètes.

RdE : *Le projet de loi peut-il échapper à ce débat idéologique, entre les pro-nucléaires – ceux*

« Les expériences qui marchent démontrent bien que l'on assiste à des modifications de comportements »

« Dans la transition énergétique, le plus important c'est le terme transition »

« Pour savoir où l'on va, il faut partir de ce que nous sommes aujourd'hui »

qui craignent d'affaiblir l'attractivité d'une électricité peu coûteuse et la force d'une industrie nucléaire reconnue au niveau mondial – et les écologistes acquis aux énergies renouvelables ?

SR : Il faut sortir de ce faux débat. Chaque source d'énergie a ses avantages et ses inconvénients. La faiblesse du nucléaire, c'est essentiellement la question de l'enfouissement des déchets. Dans un autre sens, le faible coût de l'électricité d'origine nucléaire fait l'attractivité et la compétitivité du pays qui financent notre modèle social et permet de dégager des ressources qui peuvent être affectées aux énergies renouvelables. Il faut sans cesse ramener les parties prenantes au réel, à nos atouts et spécificités et les projeter dans l'avenir qui se construit aujourd'hui. Dans la transition énergétique, le plus important c'est le terme transition.

RdE : *Comment peut-on y parvenir quand le gouvernement est sous la pression des écologistes qui réclament « des gestes forts » sur la réduction du nucléaire ?*

SR : Le sujet, ce n'est pas un affichage politique fort ou pas fort, mais de s'engager vers une transition énergétique qui soit elle-même créatrice de valeur. La transition fait la décroissance de la part du nucléaire plus que l'inverse car les besoins en matière énergétique ont leur propre pesanteur. Il ne faut pas se raconter d'histoires. Il faut chercher et innover en tout... Les Français, malheureusement, pensent l'économie en général et la transition énergétique comme un

jardin à la française : si l'on ajoute une allée, on doit enlever un massif. Comme si l'économie était un jeu à somme nulle alors que c'est un processus de création de valeur où tout est lié. La transition énergétique ne se fera pas dans la négation d'un type d'énergie par rapport à un autre. Il faut prendre les atouts de la France comme un tout. Les énergies renouvelables n'ont pas encore trouvé leur modèle économique. Il revient donc à l'État et au politique d'avoir une vision suffisamment élevée pour s'extraire des représentations binaires, pour faire avancer la transition énergétique. C'est-à-dire assurer le pilotage des équilibres entre l'environnement et la compétitivité de la France dans le domaine énergétique. Si l'on utilise le terme de transition, cela veut dire que l'on sait qui l'on est et où l'on va. Les deux sont liés. Sénèque disait : « *Il n'est pas de vent contraire pour celui qui sait où il va* ». Pour savoir où l'on va, il faut partir de ce que nous sommes aujourd'hui, connaître nos atouts, les inconvénients de chaque mode et ensuite avancer. Il doit y avoir création de valeur par la transition énergétique, sinon elle ne se fera pas.

RdE : *Les Français sont-ils prêts à assumer la transition énergétique, quitte à en payer le prix par une facture d'électricité plus élevée en cas de reflux du nucléaire ?*

SR : Les études montrent que oui... à la condition que chacun fasse un effort équitablement réparti, que tout le monde donne l'exemple. Les Français nous tiennent le raisonnement suivant : je suis prêt à modifier mes comportements si l'on me propose des mesures incitatives car j'ai ainsi la preuve que chacun va s'y mettre, que l'ensemble de la société va dans le même sens et si, d'autre part, ces dispositions sont prises au niveau de l'Union européenne. Ils sont plus portés à faire

*« Les Français
ont une capacité
très rapide
à se mettre eux-mêmes
en mouvement »*

des économies d'énergies qu'à payer plus. Les Français considèrent également que l'Europe est la bonne échelle pour traiter ces questions environnementales.

RdE : *Au cours des débats territoriaux, a-t-on constaté une prise de conscience des*

Français sur l'importance des enjeux de ces questions énergétiques ?

SR : Au début des consultations, les citoyens lambda sont pris sous une double contrainte, économique et environnementale. Ils pensent intérêt général, avenir de leurs enfants et se conduisent au quotidien à partir des contraintes économiques. Ensuite, ils décident ce qui leur permet de réduire leurs tensions. Les Français ont une capacité très rapide à se mettre eux-mêmes en mouvement à partir d'un dépassement commun et à s'assembler sur un objet de projection commune. Prenons l'exemple des déchets. Il a fallu une décennie pour que le sujet passe d'une idée baroque, défendue par des rêveurs et mis en œuvre par quelques municipalités, à la mobilisation des citoyens auprès de leurs maires (il n'y a pas de tri sélectif dans la commune, c'est une honte !). Longtemps, l'Ademe a été seul sur les enjeux environnementaux, pionnier et, très rapidement les conduites vertueuses, exigences et expertises se sont diffusées dans les associations, les entreprises et les collectivités territoriales. Le même cheminement peut, doit même, être adopté pour assurer une transition énergétique intelligente. Dans la réalité, de grands chantiers sont lancés et attendent les associations environnementales qui ont le sens du réel, les entreprises qui projettent l'avenir de leur secteur dans 15-20 ans, les collectivités territoriales soucieuses de dynamisme économiques et de préservation environnementales et l'État garant de l'intérêt général et de l'égalité territoriale... ■